

**Report to  
Rapport au:**

**Council  
Conseil**

**13 November 2024 / 13 novembre 2024**

**Submitted on November 12, 2024  
Soumis le 12 novembre 2024**

**Submitted by  
Soumis par:**

**Ann M. Tremblay, Chair, Committee of Adjustment / Présidente du Comité de  
dérogation**

**Contact Person**

**Personne ressource:**

**Michel Bellemare, Secretary-Treasurer, Committee of Adjustment / Secrétaire-  
trésorier du Comité de dérogation  
Michel.Bellemare@ottawa.ca**

**Ward: CITY WIDE / À L'ÉCHELLE DE LA VILLE      File Number: ACS NUMBER**

**SUBJECT: COMMITTEE OF ADJUSTMENT - 2025 DRAFT OPERATING BUDGET**

**OBJET: COMITÉ DE DÉROGATION - PRÉVISIONS PRÉLIMINAIRES DU  
BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE 2025**

## **REPORT RECOMMENDATIONS**

**That City Council receive and table the Committee of Adjustment 2025 Draft Operating Budget at its meeting on November 13, 2024, for subsequent consideration by Council in Committee of the Whole to be held December 11, 2024.**

## **RECOMMANDATIONS DU RAPPORT**

**Que le Conseil municipal reçoive et dépose les prévisions budgétaires de fonctionnement 2025 du Comité de dérogation à sa réunion du 13 novembre 2024 aux fins de leur examen ultérieur par le Conseil siégeant en tant que comité plénier lors de la réunion prévue le 11 décembre 2024.**

## **BACKGROUND**

On December 7, 2022, Council approved a term of Council process for tax-supported and rate-supported budgets, as recommended in the 2022-2026 Governance Review Report. The adopted recommendations directed that the Committee of Adjustment prepare its own budget for tabling with Council at the same time as Standing Committees of Council table recommended draft budget amendments.

The Committee of Adjustment 2025 Draft Operating Budget was scheduled for tabling on November 13, together with other draft budgets for services that report to a Commission, Board, or special purpose body, as part of the City's overall draft operating and capital budget process.

## **CONTEXTE**

Le 7 décembre 2022, le Conseil municipal a approuvé une condition de son processus pour les budgets financés par les recettes fiscales et par les redevances, conformément aux recommandations du Rapport sur l'examen de la structure de gestion publique 2022-2026. Selon les recommandations adoptées, le Comité de dérogation doit préparer son propre budget pour le déposer auprès du Conseil municipal au moment même où les comités permanents du Conseil municipal déposent les modifications qu'ils recommandent d'apporter aux budgets préliminaires.

La version préliminaire du budget de fonctionnement 2025 du Comité de dérogation devait être déposée le 13 novembre 2024 de concert avec les autres budgets préliminaires pour les services qui relèvent d'une commission, d'un comité ou d'un organisme à vocation spéciale dans le cadre de l'ensemble du processus d'établissement des budgets de fonctionnement et des budgets d'immobilisations préliminaires.

## **DISCUSSION**

The Committee of Adjustment 2025 Draft Operating Budget has been developed to

achieve Council's directive to be 100 percent direct cost recovery and to comply with the requirement of the *Planning Act* that its fee schedule meet only the anticipated costs to process applications. Application and other service fees are set to generate revenues necessary to recover direct costs, while minimizing surpluses and deficits. Application volume and revenue forecasts rely on observed historical trends and must account for external factors such as overall construction activity, regulatory changes, and the economy.

In 2025, operating resource requirements for the Committee of Adjustment will increase due to collectively bargained cost of living, compensation increment, and benefit adjustments. This operating pressure is reflected in the 2025 Draft Operating Budget, along with adjustments for inflationary increases to Member honorarium rates in line with economic increases awarded to Management and Professional Exempt Employees and increased annual support and maintenance costs for the Land Management Solution digital case management system.

### **Application Forecast**

The number of applications the Committee receives fluctuates from year to year. When analyzing application and revenue statistics for budget forecasts, it is therefore necessary to consider several years of data to identify stable trends, to avoid erratic fee adjustments year over year. The data from the last five years reflects a period of unusual volatility during which application volume reached a 10-year high in 2021, followed by a steep decline that began in 2022 and has continued into 2024. The Committee responded to this trend in 2023 by reducing its application forecast, however it is clear that a further reduction is necessary to mitigate the risk of future budget deficits. The Draft 2025 Operating Budget reflects a reduced application forecast of 800 applications, corresponding to a reduction of more than 10% over a two-year period, and brings the budget forecast in line with the actual average application intake over the most recent five-year period. The forecast also reflects the most recent available data on the proportionate mix of application types that the Committee has received.

### **Fees**

The Committee of Adjustment 2025 Draft Fee Schedule proposes an 8.1% increase in all application fees to generate revenue equal to operating costs, based on the reduced application volume as described above. This total fee increase includes a 3.7% increase required to offset budget pressures as highlighted above and a 4.4% increase due to the adjusted application forecast.

## **ANALYSE**

Le budget préliminaire de fonctionnement de 2025 du Comité de dérogation a été élaboré de manière à respecter la directive du Conseil visant à recouvrer la totalité des coûts directs et à se conformer à l'obligation prévue dans la *Loi sur l'aménagement du territoire*, selon laquelle le barème des droits ne doit couvrir que les coûts prévus pour le traitement des demandes. Les droits de demande et autres frais de service sont fixés de façon à générer des recettes qui couvriront les coûts directs tout en minimisant les excédents et les déficits. Le volume des demandes et les recettes projetés se basent sur les tendances historiques observées et doivent tenir compte de facteurs externes comme l'activité globale dans le secteur de la construction, les modifications réglementaires et l'état de l'économie.

En 2025, les besoins en ressources de fonctionnement du Comité de dérogation augmenteront en raison des ajustements au coût de la vie, de la hausse de la rémunération et de la bonification des avantages sociaux négociés dans le cadre des conventions collectives. Cette pression opérationnelle se reflète dans le budget préliminaire de fonctionnement de 2025, où on note aussi des ajustements liés aux hausses inflationnistes des honoraires versés aux membres, qui sont conformes aux augmentations accordées au groupe exclu – Direction et professionnels, ainsi qu'une hausse du soutien annuel et des coûts d'entretien du système numérique de gestion des cas de la Solution de gestion des terres.

### **Prévision des demandes**

Le nombre de demandes reçues par le Comité varie d'une année à l'autre. Lors de l'analyse des demandes et de la compilation des statistiques sur les recettes visant à établir les prévisions budgétaires, il devient donc nécessaire de tenir compte de plusieurs années de données afin de déceler des tendances stables et d'éviter des rajustements de droits erratiques d'une année à l'autre. Les données des cinq dernières années reflètent la volatilité inhabituelle de cette période au cours de laquelle le volume des demandes a atteint en 2021 un sommet en dix ans, puis a connu une baisse marquée, qui a débuté en 2022 et s'est poursuivie jusqu'en 2024. Le Comité a réagi à cette tendance en 2023 en réduisant le volume des demandes projeté, mais il semble évident qu'une autre réduction est nécessaire pour atténuer le risque de futurs déficits budgétaires. Ainsi, le budget préliminaire de fonctionnement de 2025 contient un volume de demandes projeté réduit à 800 demandes, ce qui correspond à une réduction de plus de 10 % sur une période de deux ans et aligne les prévisions budgétaires sur le nombre moyen de demandes accueillies au cours des cinq dernières

années. Les prévisions reflètent aussi les plus récentes données disponibles sur le mélange proportionnel des types de demandes reçues par le Comité.

## **Droits**

Le barème préliminaire des droits de 2025 du Comité de dérogation propose une hausse de 8,1 % de tous les droits de demande pour générer des recettes égales aux coûts de fonctionnement, étant donné le volume de demandes réduit décrit ci-dessus. Cette hausse totale comprend une majoration de 3,7 %, servant à compenser les pressions budgétaires soulignées ci-dessus, et une majoration de 4,4 %, découlant des prévisions des demandes rajustées.

## **RURAL IMPLICATIONS**

There are no specific rural implications associated with this report.

## **RÉPERCUSSIONS SUR LE SECTEUR RURAL**

Aucune répercussion sur le secteur rural n'est associée à la mise en œuvre du présent rapport.

## **CONSULTATION**

This report is being submitted as part of the 2025 budget review process and is subject to the same budget consultation process.

## **CONSULTATION**

Le présent rapport est présenté dans le cadre du processus d'examen du budget 2025 et assujetti au même processus de consultation sur le budget.

## **COMMENTS BY THE WARD COUNCILLOR(S)**

This is a City-wide issue.

## **COMMENTAIRES DES CONSEILLERS DE QUARTIER**

Il s'agit d'une question à l'échelle de la ville.

## **LEGAL IMPLICATIONS**

There are no legal impediments to implementing the recommendations in this report.

**RÉPERCUSSIONS JURIDIQUES**

Il n'y a aucune repercussion juridique dans la mise en œuvre des recommandations du présent rapport.

**RISK MANAGEMENT IMPLICATIONS**

There are no specific risk management implications associated with this report.

**RÉPERCUSSIONS SUR LA GESTION DES RISQUES**

Aucune repercussion sur la gestion des risques n'est associée à la mise en œuvre des recommandations du rapport.

**FINANCIAL IMPLICATIONS**

As outlined within the report.

**RÉPERCUSSIONS FINANCIÈRES**

Répercussions soulignées dans le présent rapport

**ACCESSIBILITY IMPACTS**

There are no specific accessibility impacts associated with this report.

**RÉPERCUSSIONS SUR L'ACCESSIBILITÉ**

Il n'y a aucune repercussion sur l'accessibilité associée à la réception du présent rapport.

**TECHNOLOGY IMPLICATIONS**

No technical implications associated with receiving this report.

**RÉPERCUSSIONS TECHNOLOGIQUES**

Aucune repercussion technologique n'est associée à la réception du présent rapport.

**TERM OF COUNCIL PRIORITIES**

This section is not applicable to this report.

**PRIORITÉS DU MANDAT DU CONSEIL**

Cette section ne s'applique pas au présent rapport.

**SUPPORTING DOCUMENTATION**

Document 1 – 2025 Draft Operating Budget

Document 2 – 2025 Draft Operating Budget condensed

**DOCUMENT DE RÉFÉRENCE**

Document 1 - Prévisions préliminaires du budget de fonctionnement de 2025 condensé

**DISPOSITION**

Budgets will be amended as per Council deliberation and adoption.

**SUITE À DONNER**

Les budgets seront modifiés en fonction des délibérations du Conseil et de leur adoption.